



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Transports et Mobilités
Durables

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:
Convention de partenariat et mutualisation billettique - CAD / Département - Signature de l'Avenant n°1

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Lilliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

ABSENTS :

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Christophe CARRIERE

RAPPORTEUR : Monsieur Richard STRAMBIO

Transmis le : 22 DEC. 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 23 DEC. 2015

La mutualisation du système billettique de transport entre le Département du Var et la Communauté d'Agglomération Dracénoise a été actée par la convention n° CO2013-1447 approuvée par délibération n° C_2013_081 du 20 juin 2013.

Cela a permis à la Communauté d'Agglomération Dracénoise d'équiper, en septembre 2014, ses locaux du Centre Technique, sis ZI du Pont de Lorgues à Draguignan, d'un terminal de vente des titres de transport, associé à la mise en service d'une liaison informatique sécurisée dénommée ligne VPN.

Afin de permettre au Département du Var de facturer cette liaison à la Communauté d'Agglomération Dracénoise, il convient de modifier l'article 3.4 de la convention pour préciser la localisation du Centre Technique.

Cette modification fait l'objet de l'avenant n°1, ci-joint.

Les autres clauses de la convention initiale ainsi que les modalités de facturation et les montants y figurant, demeurent inchangés.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission « Transports, Mobilités Durables et Accessibilité » du 30 novembre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver la modification de l'article 3.4 de la convention de partenariat et de mutualisation avec le Conseil départemental du Var ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document y afférent.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.